CEROM

Comptes Économiques Rapides pour l'Outre-mer

N° 29

Juin 2020

Embargo au 30 juin 2020 - 12 h 00

Guadeloupe
Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement

Le 17 mars 2020, la situation inédite de confinement de la population visant à lutter contre la propagation du virus Covid-19, est à l'origine d'un recul de l'activité économique de 20 % par rapport à une situation dite « normale », sans confinement. Cette crise économique est en grande partie causée par la baisse drastique de la consommation des ménages (- 28 %). Grâce aux mesures d'aides mises en place par l'État, 8 330 entreprises ont obtenu un prêt garanti par l'État et 7 730 établissements ont demandé un recours au chômage partiel.

Matthieu Cornut, Jean Louis (Insee), Michelle Minatchy (AFD), David Lauret (IEDOM)

Selon nos premières estimations, le confinement entraîne un recul de l'activité économique de 20 % pendant cette période (soit un impact de - 3 % sur le PIB en 2020) *(Figure 1)*. En particulier, durant cette période, la consommation des ménages recule de 28 % en volume. En lien avec l'incertitude autour de la crise sanitaire, les investissements sont en net recul (– 19 %). Par ailleurs, la baisse de production des entreprises et donc le besoin en consommations intermédiaires ainsi que le recul de la consommation des ménages conduisent à une baisse des importations de 32 %. Néanmoins, la balance commerciale reste toujours aussi déficitaire pendant le confinement en lien avec un effondrement des exportations (– 83 %).

1 Le confinement a un impact sur le PIB de – 3 % en 2020

Évolution des différents agrégats du PIB pendant la période de confinement

Impact du confinement (en volume %)	Impact en évolution	Impact PIB sur l'année	Impact en millions €
PIB	-19,7%	-3,0%	-281
Consommation finale	-17,4%	-2,8%	-258
dont consommation ménages	-27,9%	-2,4%	-222
Investissement	-18,8%	-0,5%	-46
Variation des stocks	1,9%	0,3%	27
Solde du commerce extérieur	1,1%	0,0%	-3
Exportations	-82,7%	-1,8%	-164
Importations	-32,2%	1,7%	161

Note de lecture : Pendant le confinement, l'activité économique diminue de 19,7 % en valeur par rapport à une situation normale

Sources : Comptes économiques, traitement Cerom, commerce extérieur, ICA

Une consommation des ménages au ralenti

La consommation des ménages, habituellement moteur de croissance, est le principal facteur de contraction de l'économie. Du fait du confinement et de la fermeture des commerces non essentiels, la consommation des ménages se contracte de 28 % et contribue pour 79 % au recul de l'économie. L'impact sur le PIB est estimé à – 2,4 % en 2020. Cette baisse de consommation se reflète notamment au travers des volumes de transactions par carte bancaire. Elles diminuent notamment de 58 % du 29 mars au 4 avril par rapport à la même période en 2019 et 55 % du 5 au 11 avril. La baisse oscille entre – 37 % et – 48 % pendant la suite du confinement.

Une baisse des revenus contenue

La baisse des revenus est relativement limitée, en lien avec l'augmentation des prestations sociales et le recours au chômage partiel. Les employeurs ont rapidement mobilisé ce dispositif d'activité partielle afin d'éviter de réduire leurs effectifs et maintenir les contrats de travail qui sont suspendus pendant les heures chômées. Au 26 mai, les demandes sont validées pour 50 870 salariés, soit potentiellement les deux tiers des salariés du privé. Elles concernent 8 330 établissements et plus de 22 millions d'heures chômées sont demandées. Cela représente en moyenne 437 heures par salarié (soit environ 12 semaines et demie à 35 heures hebdomadaires). Les entreprises ne demanderont pas toutes l'indemnisation de l'ensemble des heures autorisées du fait de la reprise d'activité totale ou partielle qu'ont pu assurer certaines d'entre elles. À la date du 26 mai, 95 % des demandes d'indemnisation saisies ont été mises en paiement soit 21 % des heures autorisées.Ainsi, une baisse limitée des revenus conjuguée à une forte baisse de la consommation entrainent une hausse de l'épargne estimée

à + 57 % pendant le confinement. La France connaît un record de collecte en avril pour le Livret A, à près de 5,5 milliards d'euros.

Un recul de l'activité économique de 20 %

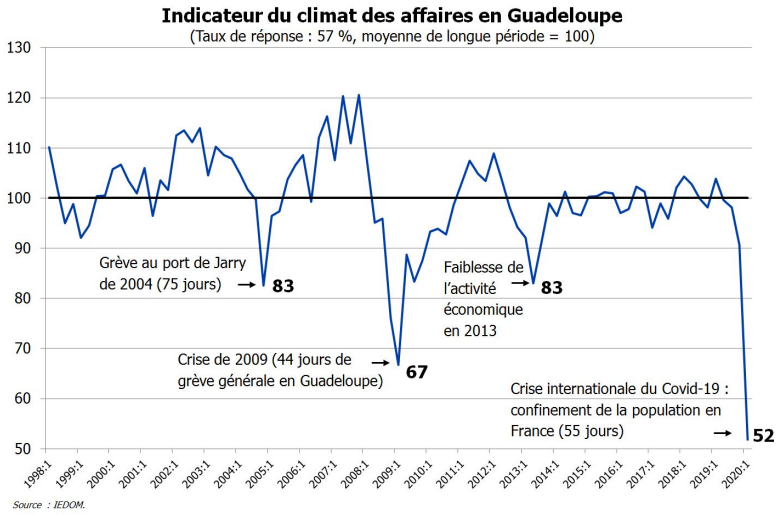
En Guadeloupe, la crise entraîne une baisse de 20 % de l'activité économique. Cette baisse transparaît au travers de l'indicateur du climat des affaires. Au premier trimestre 2020, il accuse sa plus forte chute depuis sa création avec une baisse de 52 points sur un an *(Figure 2)*. Le recul de l'activité se traduit par un choc d'ampleur variable selon les secteurs. La valeur ajoutée du secteur industriel chute de 81 %. Les valeurs ajoutées des secteurs du commerce, de la réparation automobile et du transport/entreposage sont en baisse (respectivement – 36 %, – 50 % et – 56 %). Par ailleurs, 4 740 salariés et 1 080 non-salariés travaillent dans le secteur de l'hébergement/restauration, fortement impacté par la crise. Il semblerait que le secteur de la construction ait bien résisté en Guadeloupe malgré un recul de l'activité de 25 %. Toutefois, la mise en place de mesures barrières nécessaires à la reprise des chantiers engendre des surcoûts qui pèsent sur la trésorerie des entreprises.
Par ailleurs, la crise sanitaire occasionne une baisse générale de la consommation électrique du territoire estimée à – 7,3 % la deuxième quinzaine de mars par rapport à l'année précédente. En effet, les industries et de nombreux commerces ne fonctionnent plus ou très peu. En parallèle, la consommation d'électricité des ménages augmente avec le confinement et le télétravail, mais dans de moindres proportions.

Le soutien aux entreprises

Le Gouvernement met en œuvre un dispositif de prêt garanti par l'État (PGE) permettant de soutenir la trésorerie des entreprises. Ainsi, au 22 mai 2020, 2 155 entreprises bénéficient d'un PGE, pour un montant de 411 M€. La Guadeloupe est la région dont « l'intensité de recours au PGE » est la troisième plus élevée après la Corse et la région PACA. Un secteur concentre à lui seul 44 % du montant des PGE accordés, celui du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles. D'autres mesures d'accompagnement sont mises en place pour soutenir les entreprises comme les reports de charge, des crédits d'impôt, un fond de solidarité et un report de paiement des dettes douanières. Le secteur du tourisme bénéficie quant à lui d'un plan spécifique de soutien.

2 Un indicateur du climat des affaires historiquement bas

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe, de 1998 à 2020



Une balance commerciale toujours aussi dégradée

Les échanges extérieurs sont en net recul durant le confinement. Avec une baisse des exportations de 83 %, la perte enregistrée de 164 M€ est équivalente à celle des imports qui baissent quant à eux de 32 %. L'effet du confinement est finalement neutre sur la balance commerciale et donc sur le PIB. Le ralentissement de la demande intérieure, notamment les besoins en consommations intermédiaires des entreprises explique la baisse des importations. Néanmoins, l'activité portuaire s'est poursuivie malgré des pénuries sur quelques produits comme la farine, le lait et les œufs. Les importations de carburant chutent de 60 %. Seules les importations de denrées alimentaires sont en hausse (+ 11 %). Les exportations s'effondrent. En particulier, fin avril, dans la filière fruits et légumes, le bilan des six semaines de confinement est lourd, notamment du fait de l'impossibilité d'effectuer un report de production (vers d'autres débouchés, d'autres départements). Le travail de récolte s'est poursuivi dans la filière canne-sucre mais les expéditions vers le marché métropolitain se sont presque arrêtées, ce qui a conduit la filière à rechercher des espaces de stockage. ■

Impact de la crise sanitaire sur les finances communales : un choc de faible ampleur à court-terme

La crise du Covid-19 ne pénalisera pas significativement, au cours des six prochains mois, la situation financière des communes de Guadeloupe. Si leurs recettes diminueront du fait du ralentissement de l'activité, un recul de 30% entre mai et juillet 2020 (estimation haute) de l'octroi de mer et de la taxe sur les carburants représenterait seulement 1% de leurs des recettes de fonctionnement annuelles. Par conséquent, sauf pour celles dont la situation de trésorerie était déjà catastrophique avant la crise, les communes seraient en mesure d'absorber ce choc à court-terme. Néanmoins, le confinement pourrait mettre au 1er plan leur difficulté d'avant-crise à soutenir le secteur privé local au travers de la commande publique. Avant la crise sanitaire, la moitié des communes présentait un fond de roulement déficitaire. Dans ces conditions, les communes de Guadeloupe ne seront pas en mesure de jouer le rôle pourtant nécessaire de levier économique auprès des entreprises locales dont l'activité a été freinée par le confinement. Leur difficulté à payer des dettes déjà excessives avant la crise envers les prestataires de leurs marchés dans des délais suffisants à la préservation du tissu d'acteurs privés locaux se révélera préjudiciable à l'économie du territoire.

Service territorial de Guadeloupe
11, Parc d'activités de Jabrun
97122 Baie-Mahault

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Marrolanie GUACIDE

ISSN : 2416-8106
© Insee 2020

Pour en savoir plus

- Cornut M., et Louis J.,Talbot C., Gobaljaran N. : Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement, Insee Flash Martinique n°137, juin 2020.
- Cornut M., Louis J., Farderl D. : Un recul de l'activité économique de 25 % pendant le confinement, Insee Flash Guyane n°126, juin 2020.
- Bilan économique 2019, Insee Conjoncture Guadeloupe.

Insee
Mesurer pour comprendre
Guadeloupe